

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/N/NLD/59

11 novembre 2003

(03-6008)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, de la nature et de la qualité des aliments Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de télécopie et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Point national d'information – Point d'information OTC-OMC pour les CE
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Produits d'espèces animales et végétales protégées
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: <i>Draft Decree amending a number of Orders-in-Council in connection with the amendment to Article 75 of the Flora and Fauna Act as well as a number of other amendments</i> (Projet de décret portant modification d'un certain nombre de règlements d'administration publique ayant trait à la modification de l'article 75 de la Loi sur la flore et la faune et à certaines autres modifications)
6.	Teneur: Le projet de décret notifié aménage plusieurs exemptions des interdictions énoncées dans les articles 8 à 15 de la Loi sur la flore et la faune, entre autres pour le commerce de produits d'une espèce végétale indigène, les travaux réguliers dans l'agriculture, la sylviculture, et la construction, et l'entretien des canaux, des routes, des barrages et des aéroports. Par ailleurs, le projet de décret étend les possibilités d'aménagement d'exemptions des clauses prohibitives de la Loi sur la flore et la faune
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Au niveau des échanges sociaux, la Loi sur la flore et la faune crée des problèmes, que le projet de décret notifié vise à éliminer. Les interdictions mentionnées au point 6 ci-dessus ont été établies afin de protéger les plantes et les animaux sauvages. Le présent décret aménage des exemptions de ces interdictions. Concernant les interdictions de commerce de l'article 13 de la loi, l'article G aménage une exemption pour des produits issus de plantes appartenant à des espèces végétales indigènes protégées, dans l'esprit des dispositions du Traité CE relatives au marché commun et à la libre circulation des marchandises. L'exemption n'est applicable que si le détenteur peut démontrer que les produits ont été obtenus de façon licite en dehors des Pays-Bas

8.	Documents pertinents: <ul style="list-style-type: none">• Loi sur la flore et la faune• Décret relatif à la désignation des espèces de faune et de flore protégées dans le cadre de la Loi sur la flore et la faune• Règlement relatif à la désignation des espèces de faune et de flore protégées dans le cadre de la Loi sur la flore et la faune• Décret d'exemption relative aux espèces animales et végétales protégées
9.	Date projetée pour l'adoption: février 2004 Date projetée pour l'entrée en vigueur: avril 2004
10.	Date limite pour la présentation des observations: 26 janvier 2004
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéros de téléphone et de télécopieur, et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme: